



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.043/2
du 20 janvier 2014

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant la réglementation
relative à la perception des
dépens devant le Conseil
d'État'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.043/2
van 20 januari 2014

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van de
reglementering betreffende de
inning van de kosten voor de
Raad van State'

Le 13 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant la réglementation relative à la perception des dépens devant le Conseil d'État'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 janvier 2014. La chambre était composée de Yves KREINS, premier président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Luc DONNAY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 janvier 2014.

*

Op 13 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de reglementering betreffende de inning van de kosten voor de Raad van State'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 januari 2014. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, eerste voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Luc DONNAY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 januari 2014.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Dans sa lettre de demande d'avis, l'auteur du projet justifie l'urgence en ces termes :

« Cette demande se justifie par la circonstance que la loi portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État, votée définitivement en séance plénière de la Chambre des représentants ce 9 janvier 2014, prévoit, en son article 39, que son article 10, 7^o, entre en vigueur au plus tard le 1^{er} mars 2014. Le délai entre ces deux dates est très court, étant entendu que le projet d'arrêté royal devra sans doute être adapté en fonction des remarques de l'avis de la section de législation, ce qui nécessitera l'organisation de réunions en intercabinet, voire imposera de soumettre le projet d'arrêté royal à l'approbation d'un nouveau Conseil des ministres. Il s'agit, en outre, de règles nouvelles relatives à la perception de droits et dépens, lesquelles imposent la mise en place d'un dispositif technique fiable au SPF Finances et une parfaite coordination avec le Conseil d'État, pour éviter autant que possible les difficultés inhérentes ce nouveau système. En cas de modifications à apporter au projet d'arrêté royal en raison de l'avis à venir de la section de législation du Conseil d'État, le délai pourrait s'avérer insuffisant pour adapter les mesures déjà prises. Enfin, au nom de la sécurité juridique, il importe de prévoir un délai suffisant entre la publication de l'arrêté royal et son entrée en vigueur pour permettre aux justiciables de se familiariser avec ces nouvelles règles » ¹.

Si la majeure partie des dispositions du projet à l'examen relève effectivement de l'exécution de la loi réformant le Conseil d'État, il n'en est cependant pas de même s'agissant des articles 20 et 21, portant abrogation, respectivement, de l'article 8 de l'arrêté royal du 22 février 1991 'portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance' et de l'article 9 de l'arrêté royal du 5 février 1993 'portant diverses dispositions d'exécution de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire'. Ces articles 20 et 21 n'exécutant pas la nouvelle législation, l'absence d'urgence à leur égard étant d'ailleurs établie par le rapport au Roi lui-même ², la demande d'avis en urgence est irrecevable à leur égard ³.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de

¹ Quoique la motivation de l'urgence qui figure à l'alinéa 6 du préambule de l'arrêté en projet constitue un large et fidèle résumé de cet extrait, le Conseil d'État rappelle qu'aux termes de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, le préambule d'un arrêté sur le projet duquel la communication de l'avis de la section de législation est sollicitée dans un délai de cinq jours ouvrables doit reproduire la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis. Le préambule devrait dès lors être revu en conséquence.

² Le rapport au Roi expose en effet que les deux dispositions que les articles 20 et 21 du projet ont pour objet d'abroger sont en réalité obsolètes depuis plusieurs années (p. 6).

³ En ce sens, voir l'avis 39.454/4, donné le 29 novembre 2005, concernant un projet d'amendement du Gouvernement sur un projet de loi portant des dispositions diverses cité par J. SALMON, J. JAUMOTTE et E. THIBAUT, *Le Conseil d'État de Belgique*, vol. 1, Bruylant, 2012, p. 255, note 1.

l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DU PROJET

Le projet d'arrêté royal à l'examen tend principalement à modifier le système de perception des droits de rôle et à augmenter légèrement leur montant. Le système actuel, basé sur le principe d'une liquidation en débet, est remplacé par un mécanisme de paiement presque concomitant à l'introduction d'un acte de procédure (requête en annulation, demande de suspension, demande d'intervention, demande de poursuite de la procédure, etc.), et ce, par la voie d'un virement ou d'un versement.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'arrêté en projet prend comme base légale l'article 30, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel que modifié par la loi 'portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État' adoptée par le Sénat et par la Chambre des représentants. Le nouvel ⁴ article 30, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées habilite effectivement le Roi à fixer les tarifs des frais, dépens et droits, et à en déterminer les modalités d'acquittement, cette disposition devant par ailleurs être lue à la lumière de l'enseignement de l'arrêt n° 124/2006 du 28 juillet 2006 de la Cour constitutionnelle, rappelé dans le rapport au Roi.

En revanche, l'article 9 du projet, qui a pour objet d'ajouter un paragraphe 3 à l'article 3 de l'arrêté du 5 décembre 1991 'déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État', ne trouve pas quant à lui un fondement suffisant dans cet alinéa, outre le fait que cette disposition ne semble présenter que très peu de rapport avec l'objet de l'arrêté. Si, malgré ce qui précède, l'auteur du projet entend maintenir cette disposition plutôt que de l'intégrer dans le projet d'arrêté royal 'modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État' à propos duquel la section de législation a également été saisie d'une demande d'avis en urgence ⁵, il veillera à faire apparaître dans le préambule son fondement législatif adéquat.

2. Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses

⁴ Dès lors que la loi précitée a été adoptée définitivement tant par le Sénat que par la Chambre des représentants (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 53-3233/005), c'est, sous peine de priver la consultation du Conseil d'État de tout effet utile, à l'aune de cette nouvelle législation qu'il convient d'examiner le projet d'arrêté royal soumis. Dans un souci de clarté et compte tenu du fait que le processus législatif n'est pas encore tout à fait achevé, la référence à une disposition des lois coordonnées qui est modifiée par cette loi sera précédée de l'adjectif « nouveau » dans le présent avis.

⁵ Voir l'avis 55.042/2 donné ce jour sur ce projet.

concernant la simplification administrative', le préambule doit être complété par la mention de l'« analyse d'impact intégrée » qui a été réalisée sur la base de l'article 6 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

DISPOSITIF

Articles 2 et 5 du projet

(articles 68 et 71 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 'déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État')

Il résulte de la combinaison des articles 71 et 68, alinéa 2, en projet de l'arrêté du Régent que, dorénavant, seuls les droits de rôle dus par les personnes morales de droit public seront liquidés en débet, tandis que les personnes privées devront, quant à elles, s'en acquitter presque concomitamment au dépôt de l'acte de procédure qu'elles introduisent.

Dans le rapport au Roi (p. 1, alinéa 2), le retour au système du « paiement préalable » est justifié par la circonstance que

« les finances publiques souffrent de devoir avancer, comme dans le système actuel de la liquidation en débets, les droits ; et ce, d'autant plus que c'est au Trésor qu'incombe la charge du recouvrement de multiples petites sommes ».

À la lumière de cette seule justification, le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle les personnes morales de droit public, en ce compris les entreprises exerçant leurs activités dans un environnement concurrentiel, seraient dispensées d'un paiement préalable. Si l'auteur du projet entend maintenir cette distinction, il veillera à la justifier adéquatement dans le rapport au Roi.

Article 5 du projet

(article 71, alinéa 2, *in fine*, de l'arrêté du Régent)

L'auteur du projet est invité à s'assurer que les dépens avancés par le requérant qui a obtenu gain de cause sont effectivement remboursables par le SPF Finances.

Article 6 du projet

(article 72 de l'arrêté du Régent)

Dans la version française, la modification envisagée par l'auteur du projet a pour effet que le sujet de la phrase devient pluriel alors que le verbe, quant à lui inchangé, demeure au singulier. La version néerlandaise, incomplète, devrait être également revue.

De manière générale, le Conseil d'État observe que l'intention de l'auteur du projet, qui transparait de cette modification, consistant à remplacer le terme « taxe » par le

vocable « droit »⁶, n'est pas réalisée pour l'ensemble des dispositions de l'arrêté du Régent, en particulier s'agissant de l'article 66, pourtant modifié par le projet d'arrêté à l'examen.

Article 15 du projet

(article 33, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 'déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État')

Du fait de la modification de l'article 6 de l'arrêté 'déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État' par l'article 10 de l'arrêté en projet, les recours en cassation ne seront plus taxés en débet, à l'instar du nouveau système mis en place pour le contentieux de l'annulation.

Se pose dès lors la question de savoir s'il ne faudrait pas ajouter à l'article 33 de l'arrêté déterminant la procédure en cassation une référence à l'article 28, 1^o, du même arrêté (en plus de la référence, déjà existante, faite aux 2^o et 3^o de cette même disposition) afin que le *prodeo* puisse également couvrir les droits de rôle.

OBSERVATIONS FINALES

Le texte à l'examen souffre, dans la version néerlandaise, de quelques imperfections d'ordre linguistique. Toutefois, dans le temps imparti pour l'établissement du présent avis, il n'a pu être procédé à une vérification exhaustive de la concordance entre les deux versions linguistiques. Le Conseil d'État se borne dès lors à faire état de celles décelées à la suite d'un premier examen :

1^o Dans les alinéas du préambule qui suivent celui destiné à mentionner l'avis du Conseil d'État, il manque les mots « op het » à la suite du terme « Gelet ».

2^o À l'article 70, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 tel qu'il est envisagé à l'article 4 de l'arrêté en projet, les mots « au plus tard au moment de⁷ l'introduction de la requête en annulation » ne semblent pas avoir leur équivalent dans la version néerlandaise.

⁶ Cette intention correspond à celle du législateur : « En effet, l'ancienne version abrogée de cette disposition visait 'les tarifs des frais et dépens, ainsi que les droits de timbre et d'enregistrement'. Désormais, vu la suppression des timbres fiscaux, le mot 'droits' est plus approprié. Le terme 'droit' a été préféré à celui de 'droit de greffe' réservé par le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, aux juridictions civiles (article 268/1 et article 268/2, du Code des droits d'enregistrement) au sens large du terme, en ce compris les cours et tribunaux du travail ». (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2277/1, p. 22).

⁷ Le mot « de » manque dans la version française.

3° À l'article 71, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Régent tel qu'il est envisagé à l'article 5 de l'arrêté en projet, la formulation « geopend bij de dienst die binnen de Federale Overheidsdienst van Financiën is aangewezen als bevoegd om de rechten bij de Raad van State in te vorderen » sera préférée à celle utilisée dans le projet. À l'alinéa suivant de cette même disposition, le « bij » superflu sera omis, tandis que les deux derniers mots (« uitgaven vergoedt ») seront remplacés par les termes « kosten terugstort ».

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In zijn brief met de adviesaanvraag staat de steller van het ontwerp de spoedeisendheid als volgt:

“Cette demande se justifie par la circonstance que la loi portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État, votée définitivement en séance plénière de la Chambre des représentants ce 9 janvier 2014, prévoit, en son article 39, que son article 10, 7°, entre en vigueur au plus tard le 1^{er} mars 2014. Le délai entre ces deux dates est très court, étant entendu que le projet d'arrêté royal devra sans doute être adapté en fonction des remarques de l'avis de la section de législation, ce qui nécessitera l'organisation de réunions en intercabinet, voire imposera de soumettre le projet d'arrêté royal à l'approbation d'un nouveau Conseil des ministres. Il s'agit, en outre, de règles nouvelles relatives à la perception de droits et dépens, lesquelles imposent la mise en place d'un dispositif technique fiable au SPF Finances et une parfaite coordination avec le Conseil d'État, pour éviter autant que possible les difficultés inhérentes ce nouveau système. En cas de modifications à apporter au projet d'arrêté royal en raison de l'avis à venir de la section de législation du Conseil d'État, le délai pourrait s'avérer insuffisant pour adapter les mesures déjà prises. Enfin, au nom de la sécurité juridique, il importe de prévoir un délai suffisant entre la publication de l'arrêté royal et son entrée en vigueur pour permettre aux justiciables de se familiariser avec ces nouvelles règles”.¹

Hoewel het overgrote deel van de bepalingen van het voorliggende ontwerp wel degelijk betrekking heeft op de uitvoering van de wet tot hervorming van de Raad van State, geldt dat echter niet voor de artikelen 20 en 21, die strekken tot de opheffing van respectievelijk artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 ‘houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen’ en artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 februari 1993 ‘houdende diverse bepalingen tot uitvoering van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet’. Aangezien die artikelen 20 en 21 de nieuwe wetgeving niet uitvoeren – in het verslag aan de Koning zelf wordt trouwens aangegeven dat er dienaangaande geen spoedeisendheid is –² is het verzoek om spoedbehandeling met betrekking tot die artikelen niet-ontvankelijk.³

*

¹ Hoewel de motivering van de spoedeisendheid in het zesde lid van de aanhef van het ontwerpbesluit een uitgebreide en getrouwe weergave is van dit uittreksel, herinnert de Raad van State eraan dat, naar luid van artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, in de aanhef van een besluit over het ontwerp waarvan de afdeling Wetgeving wordt verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen haar advies mede te delen, de in de adviesaanvraag opgegeven motivering van het spoedeisende karakter moet worden overgenomen. De aanhef zou dan ook dienovereenkomstig moeten worden herzien.

² In het verslag aan de Koning wordt immers gesteld dat de twee bepalingen tot de opheffing waarvan de artikelen 20 en 21 van het ontwerp strekken, in werkelijkheid al sinds meerdere jaren verouderd zijn (p. 6).

³ Zie in die zin advies 39.454/4, op 29 november 2005 verstrekt over een ontwerp van regeringsamendement betreffende het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen, dat geciteerd wordt door J. SALMON, J. JAUMOTTE en E. THIBAUT, *Le Conseil d'État de Belgique*, vol. 1, Bruylant, 2012, 255, voetnoot 1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET ONTWERP

Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit strekt in hoofdzaak tot de wijziging van de regeling voor de inning van de rolrechten en tot de lichte verhoging van het bedrag ervan. De huidige regeling, die gebaseerd is op het principe van de begroting in debet, wordt vervangen door een mechanisme waarbij de betaling nagenoeg samenvalt met de indiening van een processtuk (beroep tot nietigverklaring, vordering tot schorsing, verzoek tot tussenkomst, verzoek tot voortzetting van de rechtspleging, enz.), en dat berust op de betaling middels een overschrijving of storting.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De rechtsgrond die in het ontwerpbesluit wordt opgegeven is artikel 30, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State zoals gewijzigd bij de wet ‘houdende hervorming van de bevoegdheid, de procedureregeling en organisatie van de Raad van State’ die is aangenomen door de Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Het nieuwe⁴ artikel 30, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten machtigt de Koning immers om het tarief van de kosten, uitgaven en rechten te bepalen, alsmede de nadere regels om ze te voldoen. Die bepaling dient trouwens gelezen te worden in het licht van de lering van arrest nr. 124/2006 van 28 juli 2006 van het Grondwettelijk Hof, dat in herinnering wordt gebracht in het verslag aan de Koning.

Artikel 9 van het ontwerp daarentegen, waarbij een paragraaf 3 wordt ingevoegd in artikel 3 van het besluit van 5 december 1991 ‘tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State’, vindt van zijn kant geen voldoende rechtsgrond in dat lid, naast het feit dat die bepaling slechts weinig van doen lijkt te hebben met de strekking van het besluit. Als ondanks het voorafgaande de steller van het ontwerp die bepaling wil behouden in plaats van ze op te nemen in het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van diverse besluiten betreffende

⁴ Aangezien de voormelde wet definitief is aangenomen door zowel de Senaat als de Kamer van Volksvertegenwoordigers (*Parl.St.* Kamer 2013-2014, nr. 53-3233/005), dient het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit te worden onderzocht op grond van deze nieuwe wetgeving, wil het nuttige effect van het raadplegen van de Raad van State niet verloren gaan. Duidelijkheidshalve en gelet op het feit dat het wetgevingsproces nog niet volledig is voltooid, zal in dit advies de verwijzing naar een bepaling van de gecoördineerde wetten die wordt gewijzigd bij deze wet, voorafgegaan worden door het adjectief “nieuwe”.

de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State', waarover bij de afdeling Wetgeving eveneens een spoedeisende adviesaanvraag is ingediend,⁵ dient hij ervoor te zorgen dat hij in de aanhef er de adequate rechtsgrond van opgeeft.

2. Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 'houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging', dient de aanhef te worden aangevuld met de vermelding van de "geïntegreerde impactanalyse" die is uitgevoerd op basis van artikel 6 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

DISPOSITIEF

Artikelen 2 en 5 van het ontwerp

(artikelen 68 en 71 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 'tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State')

Uit de samenlezing van de ontworpen artikelen 71 en 68, tweede lid, van het besluit van de Regent volgt dat voortaan alleen de rolrechten die zijn verschuldigd door publiekrechtelijke rechtspersonen zullen worden begroot in debet, terwijl de privépersonen op hun beurt die rechten nagenoeg gelijktijdig met het indienen van het processtuk zullen moeten voldoen.

In het verslag aan de Koning (p. 1, tweede alinea), wordt de terugkeer naar "het beginsel van de voorafgaande betaling" gerechtvaardigd door de volgende omstandigheid:

"De overheidsfinanciën hebben immers te lijden van het feit dat ze de rechten moeten voorschieten, zoals in de thans geldende regeling van begroting in debet. Dit geldt des te meer daar de Schatkist behoort te zorgen voor de invordering van talrijke kleine bedragen".

In het licht van louter die rechtvaardiging is het de Raad van State niet duidelijk waarom de publiekrechtelijke rechtspersonen, met inbegrip van de ondernemingen die hun activiteit uitoefenen in een door concurrentie gekenmerkt klimaat, vrijgesteld zouden zijn van een voorafgaande betaling. Indien de steller van het ontwerp dat onderscheid wil behouden, dan dient hij dat adequaat te verantwoorden in het verslag aan de Koning.

⁵ Zie het heden verstrekte advies 55.042/2 over dat ontwerp.

Artikel 5 van het ontwerp

(artikel 71, tweede lid, *in fine*, van het besluit van de Regent)

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat de kosten die zijn voorgeschoten door de verzoeker die in het gelijk gesteld wordt, wel degelijk vergoedbaar zijn door de FOD Financiën.

Artikel 6 van het ontwerp

(artikel 72 van het besluit van de Regent)

In de Franse tekst heeft de door de steller van het ontwerp beoogde wijziging als gevolg dat het onderwerp van de zin in het meervoud komt te staan, terwijl het onveranderd gebleven werkwoord in het enkelvoud blijft staan. De Nederlandse tekst is onvolledig en dient eveneens te worden herzien.

De Raad van State stelt in het algemeen vast dat de uit die wijziging naar voren komende bedoeling van de steller van het ontwerp, namelijk het vervangen van de term “taks” door het woord “recht”,⁶ niet verwezenlijkt wordt in alle bepalingen van het besluit van de Regent. Dat is met name zo in artikel 66, dat nochtans gewijzigd wordt door het voorliggende ontwerp.

Artikel 15 van het ontwerp

(artikel 33, eerste lid, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 ‘tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State’)

Door de wijziging bij artikel 10 van het ontwerpbesluit van artikel 6 van het besluit ‘tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State’, zullen de cassatieberoepen niet meer in debet worden ingeschreven, in navolging van het nieuwe systeem dat ingevoerd wordt voor de geschillenberechting op eis tot nietigverklaring.

De vraag rijst dan ook of er in artikel 33 van het besluit tot vaststelling van de cassatieprocedure geen verwijzing ingevoegd zou moeten worden naar artikel 28, 1°, van hetzelfde besluit (bovenop de reeds bestaande verwijzing naar de onderdelen 2° en 3° van diezelfde bepaling) zodanig dat het pro Deo eveneens de rolrechten zou kunnen dekken.

⁶ Die bedoeling stemt overeen met die van de wetgever: “De oude versie van deze opgeheven bepaling had betrekking op ‘het tarief der kosten en uitgaven, alsmede de rechten van zegel en registratie’. Gelet op het afschaffen van de zegelrechten, is het meer aangewezen om voortaan het woord « rechten » te gebruiken. De term ‘recht’ werd verkozen boven die van ‘griffierecht’ voorbehouden door het Wetboek van registratie- hypotheek- en griffierechten voor de burgerlijke rechtscolleges (artikel 268/1 en artikel 268/2, van het Wetboek van registratierechten) in ruime zin, met inbegrip van de hoven en arbeidsrechtbanken”. (*Parl.St.* Senaat 2012-2013, nr. 5-2277/1, 22).

SLOTOPMERKINGEN

De Nederlandse versie van het voorliggende ontwerp bevat een aantal taalfouten. Gelet op de beschikbare tijd voor het opstellen van dit advies, is de overeenstemming tussen beide taalversies evenwel niet grondig kunnen worden onderzocht. De Raad van State bepaalt zich derhalve tot een overzicht van de taalfouten die opgemerkt zijn na een eerste lezing:

1° In de leden van de aanhef die volgen op het lid waarin het advies van de Raad van State wordt vermeld, ontbreken de woorden “op het” na de term “Gelet”.

2° In artikel 70, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 zoals het is ontworpen in artikel 4 van het ontwerpbesluit, lijken de woorden “au plus tard au moment de⁷ l'introduction de la requête en annulation” geen equivalent te hebben in de Nederlandse tekst.

3° In artikel 71, eerste lid, van het besluit van de Regent zoals het is ontworpen in artikel 5 van het ontwerpbesluit, dient de formulering “geopend bij de dienst die binnen de Federale Overheidsdienst van Financiën is aangewezen als bevoegd om de rechten bij de Raad van State in te vorderen” te worden verkozen boven die van het ontwerp. In het daaropvolgende lid van dezelfde bepaling, dient het overbodige “bij” te worden weggelaten, terwijl de twee laatste woorden (“uitgaven vergoedt”) dienen te worden vervangen door de woorden “kosten terugstort”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT –
DE EERSTE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS

⁷ Het woord “de” ontbreekt in de Franse versie.